



Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

*Démocratie
Néolibéralisme
Justice sociale
Chômage
Crise politique
Justice*

FRAGILES DÉMOCRATIES

Un des changements positifs les plus importants qui s'est produit en Amérique latine ces dernières années est l'instauration de régimes démocratiques. Bien que ceux-ci soient désormais bien implantés, un certain nombre d'obstacles menacent leur consolidation : chômage, accroissement du fossé entre riches et pauvres, corruption, narcotrafic, insécurité urbaine, perte de crédibilité des

hommes politiques, mauvais fonctionnement de la justice. La nécessité de trouver une alternative à un modèle économique qui accentue des inégalités apparaît désormais nécessaire au renforcement même de la démocratie.

L'article ci-dessous, de Yana Marull, est paru dans Noticias Aliadas, 12 décembre 1996 (Pérou).

Les mêmes raisons qui conduisent les uns - la minorité - à regretter "une main dure pour mettre de l'ordre", conduisent les autres à faire remarquer les faiblesses et les manques qui mettent en péril les régimes démocratiques ou, tout du moins, font obstacle à leur consolidation.

Les 19 gouvernants latino-américains qui se sont réunis du 9 au 11 novembre 1996 au Chili, dans le cadre du VIème Sommet ibéroaméricain¹ intitulé "Formes de gouvernement pour une démocratie efficace et participative" ont énuméré tout au long de leurs interventions, l'un après l'autre, les graves problèmes qui font obstacle à "la consolidation de la démocratie" dans leurs pays.

Parmi les menaces qui pèsent contre une forme démocratique de gouvernement, ils ont indiqué la dette extérieure,

le chômage généré par la globalisation économique, les déficiences de la justice, l'accroissement du fossé entre riches et pauvres, l'éloignement du politique par rapport au citoyen, la corruption, le narcotrafic, l'insécurité urbaine.

Si des élections justes et libres consolident la démocratie, celle-ci ne trouve pas sa force uniquement dans les urnes. Et cela, les électeurs latino-américains le savent bien, eux qui lassés d'attendre que les hommes politiques "se souviennent d'eux" une fois installés au pouvoir, regardent avec discrédit les partis politiques et les institutions publiques.

À l'enquête de *Latinobarómetro*, 54 % des Colombiens a répondu que le vote ne contribue pas à changer leur situation et 51 % des Mexicains, 46 % des Boliviens, 45 % des Chiliens ont répondu de la même façon.

Les citoyens latino-américains semblent avoir mieux assumé leur citoyenneté et ils attendent beaucoup plus de leurs gouvernants en même

temps qu'ils sont de moins en moins tolérants envers ceux qui oublient le "mandat qu'ils ont reçu du peuple". Le Brésilien Fernando Collor de Mello² et le Vénézuélien Carlos Andrés Pérez³ le savent. Mais malgré ces deux exemples la corruption rampante n'a pas cessé dans la région. Une étude réalisée cette année par l'organisation allemande Transparence internationale, place parmi les huit États latino-américains analysés sur un total mondial de 54, le Venezuela au 7ème rang, le situant comme le plus corrompu d'Amérique latine, suivi par la Colombie au 13ème rang et le Brésil au 15ème. A ceci vient s'ajouter le fait qu'en Amérique latine sur 20 délits un seul arrive devant les juges, comme

2. L'ex-président brésilien Fernando Collor de Mello fut destitué par le Parlement le 30 décembre 1992 pour corruption (cf. DIAL D 1715, D 1735, D 1751) (NdT).

3. L'ancien président vénézuélien, Carlos Andrés Pérez connut le même sort que Fernando Collor de Mello au Brésil. Accusé de corruption par la Cour suprême, il est démis de ses fonctions en août 1993 (cf. DIAL D 1791, D 1816) (NdT).

1. Depuis 1992, année du cinquième centenaire de la "Découverte" de l'Amérique, les chefs d'État et de gouvernement d'Espagne, du Portugal et d'Amérique latine se rencontrent lors d'un sommet annuel (NdT).

l'indique Jorge Obando de l'ONU. La justice ne s'applique pas aux politiques ou aux militaires qui commettent des délits, affirme Obando, bien qu'il reconnaisse que des tentatives sont faites. "Les corrompus ne sont pas emprisonnés parce que les preuves contre eux disparaissent, ce qui accroît l'impunité", remarque-t-il. "Le système poursuit le pauvre mais pas la délinquance organisée ni les politiques et leurs erreurs administratives, ni les trafiquants de drogue, ni ceux qui détruisent le milieu naturel", ajoute-t-il.

Justice et démocratie

Pour l'Argentin Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix, l'Amérique latine connaît une absence de protection juridique qui met en péril les processus démocratiques. "Tant qu'il existera un pouvoir judiciaire dépendant de l'exécutif et sans pouvoir de décision, il restera impossible de franchir cette barrière (l'impunité) qui nous sépare de l'État de droit", a dit Pérez Esquivel. Non seulement les crimes de lèse-humanité commis sous les dictatures militaires sont restés impunis - avec des lois d'amnistie en Argentine, Brésil, Chili, Guatemala et d'autres pays⁴ - mais encore les violations des droits de l'homme commises dans les nouvelles démocraties ne sont généralement pas punies. C'est le cas en Colombie où les organismes de défense des droits de l'homme accusent continuellement l'État de fermer les yeux face aux groupes paramilitaires dont beaucoup agissent avec un appui militaire.

Les appareils judiciaires sont négligés ou incapables d'exercer ce qui est de leur devoir : la justice. Les prisons sont bourrées de détenus qui

4. Cf. DIAL D2077 (NdT).

attendent des années avant d'être présentés à la justice. Celui qui est accusé d'un délit est présumé coupable jusqu'à ce qu'il démontre le contraire. Au Pérou par exemple des centaines d'innocents sont en prison sous l'accusation de terrorisme. En quelques semaines de travail la commission gouvernementale chargée d'étudier ces cas a abouti à la mise hors de cause de dizaines de personnes. Les groupes de défense des droits de l'homme indiquent cependant qu'il doit y avoir encore quelques 600 innocents en prison⁵.

Tandis que des innocents restent enfermés dans les prisons de la région, les narcotrafiquants font ce que bon leur semble et corrompent ceux qu'ils peuvent mettre à leur service dans les hautes sphères du pouvoir. Les leaders de la région devraient écouter les évêques qui réclament une révision des politiques économiques. Les prélat catholiques d'Amérique centrale se sont récemment prononcés contre les programmes néolibéraux d'ajustement économique car ils ont appauvri les habitants. Les pauvres ne tirent aucun bénéfice de la privatisation des entreprises publiques et dans la plupart des cas ils ne sont informés ni de ce qu'obtient le gouvernement à travers ces ventes ni de l'utilisation de cet argent.

Si la démocratie est le gouvernement du, pour et par le peuple, l'exercice et le contrôle du pouvoir devraient en être partie intégrante. Mais en fait les citoyens sont exclus des décisions du pouvoir et plus encore de son contrôle. Si la forme démocratique de gouver-

5. Cf. DIAL D 2112. Suite à l'assaut de l'Ambassade du Japon à Lima le 17 décembre 1996 et la prise d'otage organisée par les guérilleros du Mouvement Túpac Amaru (MRTA), les médias ont fait largement écho aux conditions inhumaines des détenus au Pérou (NdT).

nement entretient une relation avec la capacité de l'autorité à canaliser les intérêts de la société civile, alors nous sommes loin de l'atteindre dans des pays où s'accroît l'inégalité économique et où persistent des tendances autoritaires et machistes.

La nécessité de trouver une alternative à ce modèle économique est peut-être le problème qu'auraient dû se poser les gouvernants latino-américains au VIème Sommet ibéro-américain. Et dans cette recherche ils auraient dû prendre en compte les femmes pour qu'elles ne soient pas les plus atteintes par la pauvreté, les indigènes pour que le développement ne les expulse pas de leurs terres, les minorités ethniques pour que la globalisation ne sonne pas le glas de leurs cultures ancestrales, les personnes âgées pour qu'elles ne soient pas mises à l'écart et les enfants pour que leurs revendications pour la paix, l'éducation, l'alimentation, la santé et les loisirs soient écoutées.

Le processus complexe de construction de la démocratie en Amérique latine pourrait rencontrer moins d'obstacles et moins de menaces s'il était plus participatif et intégrateur. "Elles (nos démocraties) nous mettent au défi de les construire en relation plus étroite avec la vie quotidienne de chaque citoyen" a dit le président chilien Eduardo Frei au VIème Sommet ibéro-américain.

Tant qu'il n'en sera pas ainsi nous continuerons à alimenter des démocraties de "basse intensité", contradiction qui porte en elle la semence de l'auto-destruction, du chaos et de la désintégration.

*Traduction, titre et sous-titre DIAL.
En cas de reproduction, mentionner
la source DIAL.*



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.